

VALÉRIE SIRARD / Valérie Sirard travaille au Service des communications au Musée d'art contemporain de Montréal. Diplômée du baccalauréat en communication (UQÀM) et de la maîtrise en histoire (UQÀM), elle a occupé le poste de chargée de communication à la Société des musées québécois de 2004 à 2007.

LA SOCIÉTÉ DES MUSÉES QUÉBÉCOIS : PARCOURS CHRONOLOGIQUE



De sa fondation en 1958 à aujourd'hui, la Société des musées québécois a vu le paysage muséologique québécois changer du tout au tout. Les premières années de l'association ont été celles des musées montréalais, surtout anglophones. Les membres, dont le métier était souvent appris sur le tas, aimaient partager leurs expériences et visiter les institutions des uns et des autres.

Les années 1960 furent des années de grands développements pour les musées. Le centenaire de la Confédération canadienne a permis entre autres de soutenir plusieurs projets à caractère historique¹. L'Exposition universelle de 1967 non seulement servit de prétexte à faire des investissements importants, mais elle amena également une nouvelle façon de concevoir les expositions².

Dans les années 1970, les Québécois se sont affirmés sur plusieurs plans, et la muséologie n'a pas échappé à cette tendance. Les muséologues ont exigé que l'association se transforme pour répondre à leurs besoins, et c'est ce qu'elle fit. D'anglophone, elle devint francophone. De montréalaise, elle devint nationale. La SMQ prit le virage qui s'imposait et constitua l'instrument privilégié de ses membres et une interlocutrice de poids devant les gouvernements.

C'est dans les années 1980 que la SMQ mit en place les structures essentielles à son développement : personnel permanent, formations, naissance d'une revue et d'un bulletin. Les années 1990 furent quant à elles celles des collaborations et du rayonnement au-delà des frontières.

¹ / Voir Association des musées canadiens, *L'histoire de l'AMC – Les années 60 pour les musées canadiens : 1960-1969*, www.museums.ca/fr/a_propos_de_lamc/historique/1960/ (consulté le 27 mai 2009).

² / Ibid. Voir également Yves Bergeron, Louise Dusseault-Letoche et Jacques Grimard, « Regard historique sur l'univers du patrimoine des institutions muséales et des archives », dans *État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives*, Cahier 1. Premier regard, Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 2006, p. 25.

La SMQ prit part à l'organisation d'événements internationaux (l'ICOM 92, la trilogie des Rencontres francophones nouvelles technologies et institutions muséales, la Mission du Québec au Mexique, etc.), ce qui lui permit de tisser des liens avec des partenaires outre-Atlantique (tels que l'Office de Coopération et d'Information Muséographiques de France [OCIM] ou Musée et société en Wallonie [MSW]).

Les années 2000 ont vu la fonction « communication » prendre un essor considérable avec la naissance de l'Observatoire des musées et ses deux composantes, l'*Espace professionnel* et *Musées à découvrir*. Le tourisme culturel fut aussi au cœur des préoccupations de la SMQ: pour la première fois de son histoire, elle réalisa en 2006 un *Guide des musées du Québec* destiné au milieu touristique et au grand public. En 2007, l'association utilisa la force de son réseau pour mettre en place une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail afin de réduire les effets négatifs d'une augmentation fulgurante des primes versées à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Au moment d'écrire ces lignes, elle proposait d'offrir des assurances complètes à ses institutions membres.

D'aucuns reconnaîtront que la SMQ mérite sa réputation d'être une association de muséologues des plus dynamiques et respectées. Depuis sa fondation, elle a su, malgré des moyens modestes, positionner le réseau et lui donner une voix forte et crédible. En 1990, le président de la SMQ, Michel Côté, écrivait dans son rapport de l'année que le milieu culturel vivait constamment une sorte d'ambivalence: «d'un côté, l'énergie créatrice, la passion du métier, du produit culturel, de l'autre, l'incertitude économique, la frustration devant les moyens limités³». Ces propos décrivent bien le monde muséal depuis les 50 dernières années.

Le parcours chronologique qui suit couvre les années 1958 à 2002, année où fut lancé *Musées à découvrir*. Les éléments retenus ici nous ont paru les plus déterminants. Il n'en demeure pas moins que la SMQ mériterait à elle seule une monographie complète, car, à travers elle, c'est l'histoire de la muséologie québécoise qui est racontée.

1958

- **Février** Création de l'Association des musées de la province de Québec / The Province of Quebec Museum Association⁴ à la Bell Telephone Historical Collection. Les personnes présentes définissent les objectifs et élisent les cinq membres du premier conseil⁵, à la tête duquel siège une femme, Alice Johannsen Turnham⁶, directrice des musées de l'Université McGill et membre fondateur de l'Association des musées canadiens (AMC)⁷. Les objectifs de la nouvelle association consistent à organiser des rencontres dans le but d'échanger des idées, des expériences et d'apporter du soutien aux membres; à promouvoir la protection et la préservation des artefacts, des archives et des sites signifiants de l'histoire naturelle et sociale de la province de Québec; à œuvrer à l'amélioration de la mission éducative des musées; à constituer un lieu central pour le partage de l'information entre les institutions muséales; à promouvoir l'échange de matériel d'exposition et d'aménagement d'expositions; à collaborer avec les associations ayant les mêmes objectifs; enfin, à favoriser tout ce qui pourrait s'avérer approprié dans l'avenir pour assurer son développement. L'Association accueille toute personne intéressée à la promotion de la mission éducative des musées et à l'élévation de ces standards⁸.

Cette première réunion de l'AMPQ est suivie d'une visite du musée Panorama des progrès de la téléphonie⁹. Échanges, visites d'institutions muséales et conférences seront au centre des activités de l'association, jusqu'au milieu des années 1970. De 1958 à 1974, toutes ces activités seront consignées par le secrétaire George L. Long¹⁰. Après 1976, les membres de la SMQ région de Montréal feront quelques rencontres du même type, mais les activités culturelles seront peu à peu abandonnées au profit de véritables réunions de travail.

- **Mai** Le nom de l'association est officiellement adopté¹¹: l'Association des musées de la province de Québec / Province of Quebec Museum Association.

3 / Rapport annuel, 1989-1990, p. 1.

4 / La réunion de fondation a lieu le 20 février 1958 et réunit 39 représentants de 16 institutions (Museums, Historical Society, etc.). Une réunion exploratoire avait déjà eu lieu le 23 janvier au Musée Redpath. L'association sera baptisée « Province of Quebec Museum Association / Association des musées de la province de Québec » trois mois après sa fondation, le 29 mai 1958. Voir la note rédigée par George L. Long, membre fondateur, sans date, Archives de Bell Canada.

5 / Le premier conseil est formé de la présidente Alice Johannsen Turnham, du vice-président Claude Robillard, directeur du Service des parcs à la Ville de Montréal, du vice-président Ross H. Ford de la Société historique de Lachine, du secrétaire George L. Long, historien chez Bell Canada, et du trésorier Clayton Gray, de la Société historique du lac Saint-Louis. Le nom et le titre des élus proviennent des notes manuscrites du secrétaire George L. Long.

6 / Née en 1911 à La Havane et élevée à New York, Alice Johannsen sait dès l'âge de six ans qu'elle veut travailler au sein d'un musée. Arrivée à Montréal à l'adolescence, elle fréquente l'école Trafalgar pour jeunes filles où elle obtient en 1934 un baccalauréat en géologie. Elle devient la protégée de Lionel Judah qui dirige les musées de l'Université McGill et suit, entre autres, une formation donnée au Musée Newark au New Jersey. En 1942, elle est nommée conservatrice adjointe à temps plein au Musée Redpath et devient en 1955 la directrice des musées de l'Université McGill. Elle veut faire de la muséologie une véritable discipline et souhaite lancer un programme à McGill. Cependant, l'université vit de sérieuses difficultés financières et ferme le Musée Redpath le 1^{er} juin 1971 (le Musée McCord est fermé au public depuis 1936). Quelques mois auparavant, en décembre 1970, elle entrait en fonction à la tête de la succession Gault au mont Saint-Hilaire. En 1972, elle fonde le Centre de conservation de la nature du mont Saint-Hilaire. Elle meurt en 1992 après avoir publié la biographie de son père, le célèbre skieur Herman Smith-Johannsen, connu sous le nom de Jack Rabbit. Voir Brian Young, *Le McCord: l'histoire d'un musée universitaire, 1921-1996*, Montréal, HMH, Cahiers du Québec, coll. « Éducation », 2001; Alice Johannsen, « As the Twig is Bent », dans *A Fair Shake: Autobiographical Essays by McGill Women*, Margaret Gillett et Kay Sibbald, Montréal, Eden Press, 1984; Paul Carle, Madeleine Dufresne et Lynne Teather, « Le Musée Redpath de 1940 à 1970: les années Johannsen », *Musées*, vol. 11, n^{os} 1 et 2, 1988, p. 11-14.

7 / L'AMC est fondée en 1947 au Musée du Québec par 21 membres canadiens de l'American Association of Museums (AAM) dont le congrès a alors lieu à Québec. L'AMC est fondée un an après l'ICOM (1946) et 41 ans après l'AAM (1906).

8 / Note rédigée par George L. Long, membre fondateur, sans date, Archives de Bell Canada.

9 / Il y a eu trois musées chez Bell: le Museum, de 1931 à 1950 (20^e étage du 1050, Beaver Hall); le Panorama of Telephone Progress / Panorama des progrès de la téléphonie, de 1950 à 1966 (20^e étage du 1050, Beaver Hall); le Panorama of Telecommunication Progress / Panorama des progrès en télécommunications, de 1968 à 1970 (au rez-de-chaussée de l'édifice). Source: Lise Noël, directeur, documentation et objets historiques, Service de documentation historique, Bell Canada, courriel daté du 9 novembre 2006.

10 / George L. Long est le premier secrétaire de l'AMPQ en 1958. Il travaille en tant que conservateur des documents historiques chez Bell Canada depuis les années 1930 et s'occupe de l'une des plus imposantes collections de patrimoine technologique du Canada. Il a œuvré de façon très active à enrichir la collection de Bell Canada. Il était connu comme étant une autorité de l'histoire du téléphone mais aussi de la vie et de l'œuvre d'A. G. Bell. Tout au long de sa carrière, il a donné plus de 1 100 allocutions. Il a pris sa retraite en 1967 et est décédé le 22 avril 1989 à l'âge de 87 ans. Voir « M. George L. Long prend sa retraite. L'histoire d'un historien », *Journal Bell*, 31 juillet 1967, p. 4.

11 / Le 29 mai 1958.

1961

- **Mars** Création du ministère des Affaires culturelles du Québec. Georges-Émile Lapalme en est le premier titulaire.

1965

- Les années 1960 voient les musées canadiens prospérer. La Canada s'apprête à fêter son 100^e anniversaire et l'Exposition universelle se prépare à Montréal. Les musées représentent le moyen privilégié de préserver et de faire connaître l'héritage culturel des Canadiens. Des millions de dollars sont investis. Les besoins en main-d'œuvre qualifiée s'accroissent. L'AMC lance son programme de formation du personnel de musées pour répondre à la demande croissante et au développement muséal sur le territoire canadien¹². La formation des muséologues du Québec devient une préoccupation pressante pour l'AMPQ, qui veut elle aussi agir en ce sens. Durant ces années, les francophones qui désirent se former ne peuvent le faire qu'en anglais.

1967

- Centenaire de la Confédération canadienne et Exposition universelle à Montréal. Archie F. Key, directeur de l'AMC, donne en mars une conférence aux membres de l'APMQ intitulée «The Museum explosion in Canada¹³». Il revient en novembre de la même année présenter «quelques-uns des 170 musées de la province de Québec» qu'il a consignés dans une étude¹⁴.

1972

- Le gouvernement fédéral implante sa *Politique nationale des musées*, élaborée par Gérard Pelletier, et met sur pied l'Institut canadien de conservation, son *Programme d'aide aux musées* et son répertoire des collections publiques appelé *Programme du répertoire national* (PRN, qui deviendra le Réseau canadien d'information sur le patrimoine [RCIP] en 1982).

- L'Association des musées de la province de Québec élit Alfred Matte à la présidence¹⁵. C'est sous sa direction que s'amorcera le renouveau de la SMQ et la «réforme 1976¹⁶». À l'époque, des muséologues reprochent à l'Association de regrouper des amateurs de musées plutôt que de véritables professionnels. D'autres lui reprochent d'être trop montréalaise, trop anglophone et de ne pas représenter les différentes régions du Québec¹⁷.

1973

- **Mars** Incorporation de l'Association sous le nom de La Société des musées québécois – Québec Museum Society. Les objectifs sont les suivants : promouvoir le développement des musées de toutes sortes et de toute nature dans la province de Québec ; convoquer et tenir des réunions dans le but de donner à ses membres l'occasion d'échanger des idées, le fruit de leur expérience et de mettre en commun leurs talents et leurs ressources ; encourager la protection, la collection et la préservation des objets, des biens et des spécimens qui se rattachent à la vie et à la culture du Québec ou de toute autre partie du Canada et d'autres pays ; aider à améliorer les musées dans leur rôle éducatif ; servir d'intermédiaire dans l'échange de renseignements et d'information entre les membres ; encourager les échanges d'objets entre les membres ; organiser et favoriser la tenue d'expositions entre les membres et entre les musées d'autres provinces ou d'autres pays dont les buts et les objectifs sont identiques ; collaborer avec d'autres associations ou personnes qui ont des objectifs analogues¹⁸.

1972

1973

1974

LA SOCIÉTÉ DES MUSÉES QUÉBÉCOIS :

PARCOURS CHRONOLOGIQUE

1974

• Durant les années 1973-1974, une vaste enquête du ministère des Affaires culturelles, menée en collaboration avec le Musée du Québec, révèle qu'il existe 135 « musées et centres d'exposition de toutes sortes » sur le territoire québécois¹⁹.

• Serge Joyal est élu président de la Société des musées québécois. Un des objectifs qui lui est confié est de rallier davantage de « musées francophones » à la Société²⁰.

Durant cette période, la SMQ s'inquiète de la baisse importante du nombre de ses membres individuels. En fait-elle assez pour eux²¹? Quelles sont les lacunes? Pour trouver des réponses à ces questions, une session de travail sera organisée en novembre.

Entre-temps, dans un document intitulé *Où va la Société des musées québécois?*, le président sortant de la SMQ, Alfred Matte, parle du rôle local que la SMQ a décidé d'abandonner pour pouvoir jouer un rôle plus important au sein de l'AMC, à l'instar des autres provinces. L'AMC procure alors une aide technique et financière aux associations. La SMQ entend servir d'intermédiaire entre l'AMC et les musées québécois.

• **Novembre** À la suite d'une enquête menée sur l'existence et la situation des musées privés au Québec, le ministère des Affaires culturelles instaure le Service des musées privés, pour « mettre sur pied un réseau de musées privés au Québec, promouvoir et voir au soutien et développement de ces musées et conseiller le ministre dans l'élaboration des politiques d'aide financière aux musées²² ». Conséquent à l'étude et à l'analyse des demandes d'aide financière, le ministère des Affaires culturelles accorde son appui à 28 musées privés. Quels critères chaque musée doit-il respecter? « Être incorporé selon les dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies; avoir une comptabilité spécifique pour les opérations du musée; posséder des objets, pièces ou collections (en nombre suffisant), jugés valables selon les normes muséologiques; être reconnu par la municipalité comme élément important de la vie culturelle du milieu concerné²³ ». L'expansion du réseau tient compte de trois facteurs: « l'équilibre géographique dans la répartition des équipements, les bassins de population à desservir et le nombre et l'intérêt des demandes parvenues à ce jour au ministère des Affaires culturelles²⁴ ». Seuls les 28 musées accrédités peuvent bénéficier de l'aide au fonctionnement accordée par le gouvernement²⁵.

12 / Louis Lemieux, « Le professionnalisme et le travailleur de musée », *Musées*, vol. 5, n° 3, septembre 1982, p. 4.

13 / 51^e réunion de l'AMPQ, 2 mars 1967, Musée Redpath. Source: Meetings – June 1966 to June 1967, Archives de la SMQ.

14 / 57^e réunion de l'AMPQ, 30 novembre 1967, Musée Redpath. Source: Meetings – November 1967 to June 1968, Archives de la SMQ. Archie F. Key publiera en 1971 la première synthèse sur le développement muséal canadien avec l'ouvrage *Beyond Four Walls: The Origins and Development of Canadian Museums*. Il reviendra d'ailleurs présenter son « chapitre sur le Québec » le 25 novembre 1971 devant les membres de l'AMPQ. Voir Cyril Simard, *Patrimoine muséologique au Québec*, Repères chronologiques, Québec, Commission des biens culturels du Québec, 1992, p. 79, et Assemblées tenues au cours de l'année 1971, Archives de la SMQ.

15 / Selon une note non datée que George L. Long écrit selon toute vraisemblance sous le règne d'Alfred Matte, ce dernier ne serait pas le premier francophone à diriger l'AMPQ. H. Gil Ferrabee, Paul Gauthier, Edward P. Lawson, Sanborn S. Worthen, Antoine de J. Prévost, James W. Houlden, Gerald T. Iles, J. Raymond Denault et Alfred Matte apparaissent dans l'ordre comme s'étant « succédé à la direction de la Société » après M^{me} Johannsen. Voir George L. Long, *La Société des musées québécois. Son histoire*, Archives de la SMQ, sans date.

16 / *Musées*, vol. 5, n° 3, septembre 1982, p. 37.

17 / Transcription d'une réunion regroupant quelques membres fondateurs de la SMQ, mai 2008.

18 / Le 23 mars 1973. Lettres patentes enregistrées le 27 février 1974.

19 / Jacques Langevin, « Le service des Musées privés », *Muséovision*, vol. 1, n° 1, janvier 1977, p. 4. Voir également l'étude analysée par Luc Gravel, *La situation des musées et des salles d'exposition du Québec*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction générale de la planification, 1976, 106 pages.

20 / Serge Joyal, *entrevue accordée à la Société des musées québécois pour son 50^e anniversaire*, 2008. Des extraits de cette entrevue sont disponibles sur le site de la SMQ, www.musees.qc.ca/publicspec/smq/activites/index.php#videos.

21 / Rapport annuel, 1974, Archives de la SMQ.

22 / Une nouvelle politique de développement des musées privés, *Service des musées privés*, mars 1977, p. 48.

23 / *Ibid.*, p. 50.

24 / *Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives*. Une hypothèse de travail du ministère des Affaires culturelles, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1979, p. 71.

25 / En 1976, le Québec comptera 46 musées et centres d'exposition accrédités. Pour l'exercice 1977-1978, le Ministère choisira de « solidifier son réseau des musées privés existants plutôt que d'en créer de nouveaux ». Voir Jacques Langevin, « Le service des Musées privés », *Muséo-Vision*, vol. 1, n° 1, janvier 1977, p. 4.

• **Novembre** La SMQ organise une importante réunion à Montréal à laquelle participent plusieurs muséologues venant « d'aussi loin que l'Abitibi et la Gaspésie²⁶ » et représentant 50 musées (dont 25 sont déjà membres de la Société)²⁷. Un service de traduction simultanée est mis sur pied pour permettre à tous de suivre les discussions. Jusqu'alors, les cotisations des membres avaient suffi à couvrir les dépenses de l'association. À la suite de la réunion, le trésorier s'inquiète : si la Société tient à organiser de telles réunions dans l'avenir, il lui faudra des revenus supplémentaires. Les membres peuvent-ils payer plus²⁸ ? Quels ont été les résultats de cette réunion ? Le seul document conservé fait mention d'un projet de séminaire devant être organisé à l'extérieur de Montréal, soit à Québec²⁹, mais il semble qu'il ne s'est pas concrétisé³⁰.

1975

• **Juillet** Par suite de l'accréditation de 28 musées en novembre 1974, le Ministère dépose sa politique d'aide financière aux musées, qui définit les critères d'accréditation et les normes de subventions³¹.

1976

• Congrès de l'Association des musées canadiens à Kingston. Quelques muséologues québécois francophones, dont Paul-Louis Martin et André Michel, y assistent. Ils constatent que l'AMC est une association professionnelle qui offre beaucoup à ses membres et souhaite obtenir la même chose de la part de leur association québécoise. Ils décident d'organiser de façon autonome une réunion en novembre de la même année à Québec. Ils convient donc au Motel Universel tous les intervenants du milieu muséal, y compris la SMQ. Il y est question de transformer la SMQ et même, s'il le faut, de fonder une autre association. Après des débats « orageux mais sympathiques³² », on écarte l'idée de fonder une nouvelle association. On choisit alors de transformer la SMQ afin qu'elle représente l'ensemble de la communauté muséale québécoise. La décision se prend d'un commun accord et sans amertume : pour les plus vieux, il est temps de passer le flambeau ; pour les plus jeunes, il est urgent d'avoir une association qui offre plus de services et que ceux-ci soient donnés en français. On s'entend sur la nécessité d'apporter de nouvelles modifications à l'adhésion et de revoir la structure du conseil d'administration. Un projet de réorganisation partielle de la Société est déposé le 3 novembre par Bruce Bolton et Alfred Matte. Un comité formé de Bruce Bolton, Alfred Matte, André Michel et Paul-Louis Martin est mandaté pour formuler les nouveaux objectifs et réformer les statuts et règlements³³. Le comité opte pour une « société de musées » (ce qui veut dire que seules les institutions ont le droit de vote) et propose un important mécanisme de représentation régionale des musées³⁴.

26 / « Some representatives came from such far flung areas as the Gaspé and Abitibi region of the Province ». Anthony Rubin, trésorier, Rapport annuel, 1974, p. 2, Archives de la SMQ.

27 / Sommaire des assemblées de 1974, 108^e assemblée, 2 novembre 1974, Archives de la SMQ.

28 / Rapport annuel, 1974, Archives de la SMQ.

29 / « At the November meeting it was proposed that a seminar be held outside Montreal. In this regard we are anticipating a seminar in Quebec City this Spring on the subject of "Care and Handling of Museum Objects". » Note intitulée « Membership analysis », Archives de la SMQ.

30 / Le résumé des séminaires de 1975 ne mentionne pas de réunion tenue à Québec.

31 / Le 2 juillet 1975. Voir Une nouvelle politique de développement des musées privés, Québec, Service des musées privés, mars 1977, p. 49.

32 / Transcription d'une réunion regroupant quelques membres fondateurs de la SMQ, mai 2008, p. 12.

33 / Musées, vol. 2, n° 1, 1979, p. 3. Selon les propos rapportés dans ce texte, la réunion aurait eu lieu en novembre 1975. C'est toutefois en 1976 qu'elle se déroula, au Motel Universel de Québec. Voir également André Michel, Rapport annuel, 1985.

34 / André Michel, Rapport annuel, 1985.



Réunion des membres de l'Association des musées de la province de Québec (AMPQ) dans l'édifice Beaver Hall de Bell Canada à Montréal, vers 1972-1973. Des membres du Business Archives Council of Canada étaient invités à cette rencontre au cours de laquelle l'archiviste d'Ottawa, Wilfred I. Smith, ph. D, a proposé une conférence intitulée *Our Perishing Heritage*.

Sur la photo, de gauche à droite: R. H. Spencer, historien chez Bell Canada et vice-président de l'AMPQ, J. C. Bonar, ph. D, président du Business Archives Council of Canada, G. L. Long, historien émérite chez Bell Canada et secrétaire de l'AMPQ, Alfred Matte, président de l'AMPQ ainsi que Wilfred I. Smith, ph. D. Photo: Archives, Bell Canada

1977

- Le Service des musées privés publie son premier bulletin : *Muséo-Vision*³⁵.
- **Mars** Une lettre informe les membres que, à la suite de la réunion de Québec, la SMQ étendra ses services à tout le territoire québécois, qu'elle entend modifier ses règlements et qu'elle tiendra une assemblée générale à Trois-Rivières « qui marquera un nouveau départ³⁶ ».
- Le Service des musées privés devient la Direction des musées privés et centres d'exposition (DMPCE).
- **Juin** Premier congrès annuel sous l'égide de la nouvelle SMQ à Trois-Rivières. La langue française est déclarée « langue normale, mais non exclusive, de travail³⁷ ». Le premier conseil provincial de 1977-1978 est constitué de 17 personnes, incluant l'exécutif³⁸. Le siège social de la SMQ est hébergé par le Musée d'art de Joliette, institution que dirige le secrétaire de la SMQ, Jacques Toupin.
- **Novembre** La SMQ reçoit une subvention de démarrage de 11 500 \$ du ministère des Affaires culturelles par le biais de sa Direction des musées privés et centres d'exposition. Dans son accusé de réception, le président Léo Rosshandler affirme qu'il souhaite que la SMQ intègre parmi ses membres les musées d'État, jusqu'alors écartés de l'association. « Le conflit d'intérêt que craignait l'ex-ministre est chose illusoire³⁹ ». Comme cela est souhaité, les musées d'État joindront les rangs de la SMQ.

1978

- Dépôt du rapport de Marie-Odile Jentel sur la formation en muséologie au Québec⁴⁰. À la suite de ce rapport, la DMPCE instaure et administre jusqu'en 1982-1983 un programme de séminaires de formation pour les membres du personnel des musées privés du Québec ainsi que des visites d'études, des stages et un programme de bourses de perfectionnement⁴¹.
- **Février** Le président de la SMQ, Léo Rosshandler, fait part à André Juneau, directeur par intérim de la Direction des musées privés et centres d'exposition, des nouveaux objectifs de la Société⁴² : le recrutement (incluant les deux musées d'État), la formation, l'information (la SMQ devient la voie de communication entre tous les intervenants) et le rôle de porte-parole « de la collectivité muséologique ». Dans sa réponse, André Juneau dresse un tableau sombre de la situation des musées privés au Québec : dépôts d'objets hétéroclites, endroits trop souvent inanimés, peu fréquentés, perçus souvent comme des clubs privés, etc. L'organisme qu'il dirige entend jouer un rôle actif et ne pas se contenter d'être « un service de renseignements techniques et de subventions ». Il croit que la SMQ et son organisme doivent se définir un rôle « complémentaire et non concurrentiel⁴³ », point de vue que partage la SMQ. Ce rôle complémentaire que chacun des organismes (la SMQ et la DMPCE) aura à jouer auprès des musées devra être redéfini de façon cyclique au cours des années qui suivront.
- **Avril** Parution du premier numéro de *Musées*. On y trouve entre autres un article de Gérard Lavallée intitulé « Que seront nos musées ? » La revue *Musées* devient le principal canal de communication entre la SMQ et ses membres.

35 / Le volume 1, numéro 1 paraît en janvier 1977. Le dernier numéro (vol. 4, n° 4) paraît en 1981.

36 / Lettre aux membres du 8 mars 1977.

37 / Règlements de la Société des musées québécois tels que révisés le 4 juin 1977.

38 / *Musées*, vol. 1, n° 2, 1978, p. 6.

39 / M. Rosshandler écrit que l'ex-ministre dont il est fait mention est Jean-Paul l'Allier, qui occupa la fonction d'août 1975 à novembre 1976.

40 / Marie-Odile Jentel, Rapport sur la formation muséologique au Québec, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction des musées privés et centres d'exposition, 1978, 229 pages.

41 / Michel Allard, Anik Meunier et Guy Vadeboncoeur, « La place de l'éducation au musée dans les programmes collégiaux et universitaires canadiens de formation en muséologie », dans *La formation en muséologie et en éducation muséale à travers le monde*, sous la direction de Michel Allard et Bernard Lefebvre, Sainte-Foy, Éditions Multimondes, 2001, p. 51-53.

42 / Lettre de Léo Rosshandler à André Juneau, 9 février 1978, *Musées*, vol. 1, n° 1, avril 1978.

43 / Lettre d'André Juneau à Léo Rosshandler, 16 février 1978, *Musées*, vol. 1, n° 1, avril 1978.

QUE SERONT NOS MUSÉES ?

La situation est pour le moins paradoxale. Des nouveaux musées se fondent, certains, plus ou moins connus reprennent leur souffle, des associations ou des sociétés de musées s'établissent, alors même que le concept de musée est remis en question. D'autre part, quelques musées tentent, depuis quelques années, des expériences qui, sous prétexte d'attirer un plus grand public, conduisent ce même public à participer à des activités qui se situent de plus en plus loin des collections et des expositions.

Mais à quel public nos musées sont-ils destinés? À une « élite » qui veut retrouver l'atmosphère des collections qu'entassaient nobles et bourgeois pour satisfaire leur goût du luxe ou pour meubler les doux moments de leurs contemplations esthétiques. Comme si la direction du musée acceptait d'en ouvrir les portes pourvu qu'on ne vienne pas troubler la quiétude des salles et qu'on se contente d'admirer sans trop comprendre.

La musée est-il d'abord pour le directeur ou le conservateur qui a fourni, sans doute, beaucoup d'efforts pour accumuler des œuvres et inviter des exposants sans se soucier des visiteurs ou en croyant que tous vont partager sa passion d'assembleur, sans en saisir le sens? N'est-ce pas un conservateur du tout récent Centre national d'art contemporain Georges-Pompidou (Beaubourg) de Paris qui déclarait: « Au fond, je crois que la foule me dérange, je suis un « conservateur », borné à préserver les œuvres d'art. Pas à les montrer. »

Le musée est-il pour quelques donateurs qui vont y retrouver le bric-à-brac de leur grenier ou satisfaire leur vanité en lisant leur nom au bas des légendes?

Si le musée doit encore avoir sa raison d'être il faut qu'il se redéfinit. Qu'il trouve sa véritable mission. Or les esprits les plus perspicaces sentent que cette mission sera essentiellement pédagogique. Certes il est aisé de l'affirmer. Cependant voilà un immense champ d'investigation ou presque tout reste à découvrir. Il y a d'immenses préjugés attachés au mot pédagogique. D'autre part une nouvelle approche des objets implique une telle remise en cause qu'elle en effraie plusieurs.

Quelqu'un a dit que les musées sont la mémoire des peuples. Se remémorer c'est retrouver ses racines. C'est aussi saisir le présent avant qu'il nous échappe. L'objet ancien, si il est perçu dans toute sa vérité peut nous aider à capter le présent, voire à orienter l'avenir. Mais l'objet actuel est aussi nécessaire car il est le miroir qui reflète ce que nous sommes et l'univers dans lequel nous baignons.

Depuis quelques années, au Québec, certains musées avaient cru bon s'associer. Mais leurs préoccupations s'exprimaient bien timidement et leur souci de répondre aux exigences actuelles était plus ou moins conscient. Les temps ont changé. Et afin de répondre aux désirs de muséologues de plus en plus avertis aussi bien qu'aux aspirations latentes du public,



Spécial Congrès
Être ou ne pas être ?

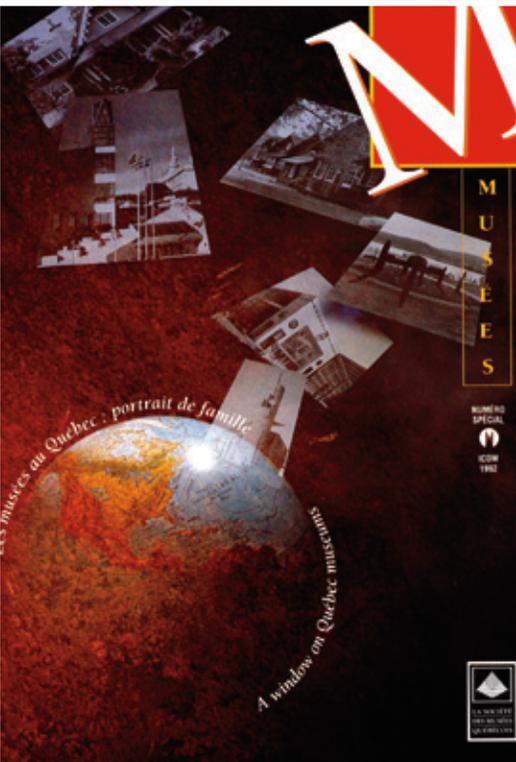
Le Musée de la civilisation,
le dernier-né des
institutions muséales québécoises

La Société des Musées québécois
a/o Musée d'Art de Joliette
145, rue Wind-Corbell
C.P. 132, Joliette, Québec J6E 4T4
514/753-9844 (Joliette)

Suite page 23

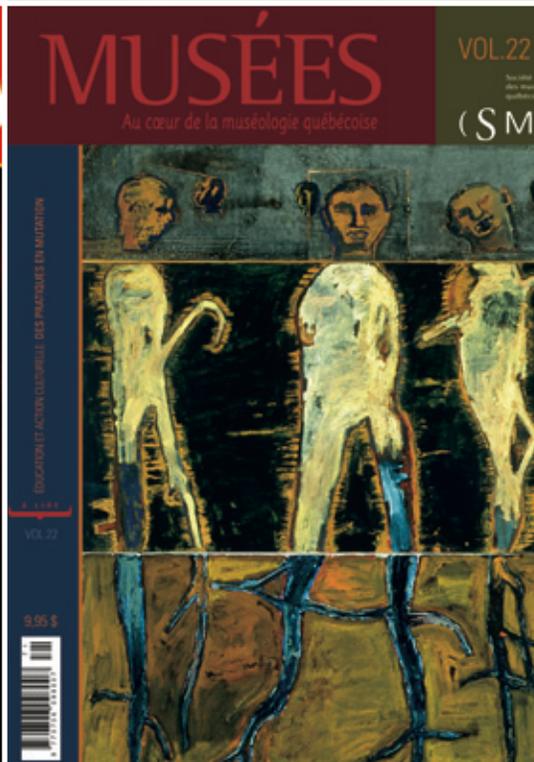


Devenir
La formation
en muséologie
La Société des
musées québécois
évaluation des
besoins en matière
de perfectionnement
Pointe-à-Claire,
musée d'archéologie
et d'histoire
de Montréal



Musées au Québec: portrait de famille

A window on Québec in
musées au Québec in

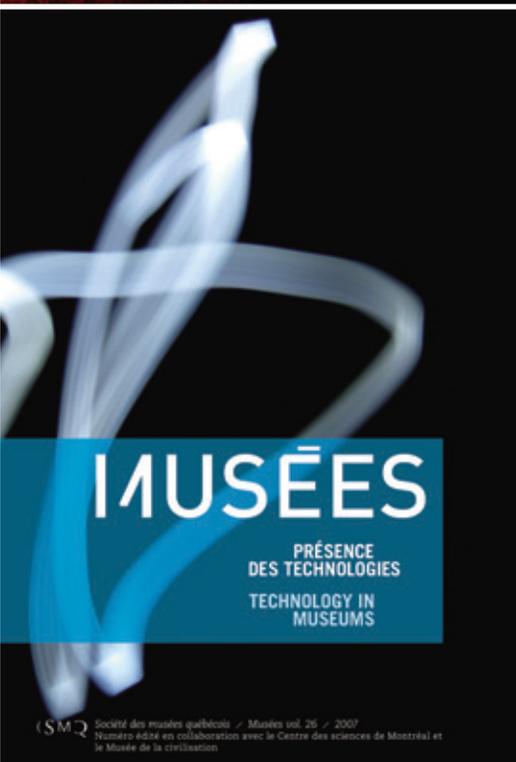


MUSÉES
NUMÉRO SPÉCIAL
ICOM 1982
VOL. 22
9.95 \$



MUSÉES VOL. 24
Société des musées québécois
MUSEUM KATERN 18
VLAANDEREN - Q

LA SOCIÉTÉ DES MUSÉES QUÉBÉCOIS
12 \$
6 \$



MUSÉES
PRÉSENCE
DES TECHNOLOGIES
TECHNOLOGY IN
MUSEUMS

Société des musées québécois / Musées vol. 26 / 2007
Numéro édité en collaboration avec le Centre des sciences de Montréal et
le Musée de la civilisation



MUSÉES
LES ENJEUX DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE
MUSEUMS AND
SUSTAINABILITY

Société des musées québécois / Musées vol. 27 / 2008
Numéro édité en collaboration avec la Biosphère et les Muséums nature de Montréal

- **Juin** La SMQ organise un congrès à Joliette. Denis Vaugeois, ministre des Affaires culturelles, promet à l'assemblée que son ministère mettra l'accent « sur la formation du personnel professionnel des musées, sur la modernisation des équipements, sur une meilleure répartition territoriale des établissements, sur la restauration des œuvres d'art et des collections de toutes nature⁴⁴ ». Son discours est évidemment très bien reçu par l'assemblée. Il débute d'ailleurs par cette phrase qui ne pouvait que séduire l'auditoire : « La mise en application d'une politique de développement d'un réseau muséologique est une inéluctable urgence⁴⁵ ». La politique muséale verra le jour 22 ans plus tard, en 2000.

- **Juin** Première Semaine des musées québécois, du 23 au 30 juin, dans la région de Montréal. L'idée est lancée en janvier 1978 par le Bureau régional de Montréal (ministère des Affaires culturelles) « qui avait regroupé depuis octobre dernier [1977] les musées accrédités par le ministère des Affaires culturelles dans le but d'en faire la promotion et de sensibiliser la population à leur existence⁴⁶ ». En mai 1979, la formule sera étendue à l'ensemble des musées accrédités du Québec⁴⁷ et l'organisation de l'événement confiée à la SMQ. Alors qu'elle s'entend avec le Ministère sur l'obtention d'une enveloppe pour la réalisation de la Semaine⁴⁸, la SMQ doit finalement organiser le projet sans subvention et convient « de ne plus agir comme maître d'œuvre du projet⁴⁹ ». Elle demande à ses membres de financer eux-mêmes, du mieux qu'ils le peuvent, les activités qui ont été planifiées. En 1980, Jean Trudel dira que la Semaine des musées québécois aura été un échec, « malgré tout le travail investi dans ce dossier par le comité spécial formé par le conseil d'administration⁵⁰ ».

1979

- **Avril** Création du Centre de conservation et de restauration du Québec (CCRQ), qui prendra par la suite le nom de Centre de conservation du Québec (CCQ)⁵¹.

- **Juin** Arrivée d'un « secrétaire général » à la direction de la SMQ, Nicole Lemay⁵². Un mois plus tard, ce poste sera désigné par le terme « directeur général ». La Société s'installe dans ses premiers locaux⁵³.

Nicole Lemay, « directeur général »
de la SMQ, de 1974 à 1984.



- **Août** Embauche de la première responsable de la formation⁵⁴. Les formations se suivent à partir d'octobre : *Inventaire et catalogage*, *Les publications*, *Animation et diffusion*, *Les sources de financement*, *Les aspects pratiques des expositions itinérantes*, etc.

De 1979 à 1982, la Direction des musées privés et centres d'exposition a elle aussi son propre programme de formation. Elle offre entre autres une formation de base dans les trois grands musées (Musée d'art contemporain, Musée des beaux-arts de Montréal et Musée du Québec⁵⁵) ainsi que des bourses de voyages d'études et de perfectionnement.

- **Octobre** La SMQ dépose son premier mémoire au ministère des Affaires culturelles : *Pour un véritable Musée du Québec*, en réponse au document *Le Musée du Québec en devenir : concept muséologique*⁵⁶.

1980

- **Mars** La SMQ occupe de nouveaux locaux à l'UQÀM, rue Carré Phillips.

- À la suite de plusieurs réunions, le comité exécutif de la SMQ produit un deuxième mémoire, intitulé *Réflexions et propositions sur l'avenir de la muséologie au Québec*, en réponse à la publication du ministère des Affaires culturelles intitulée *Musées et muséologie au Québec : nouvelles perspectives*⁵⁷. Par ce mémoire et le précédent (octobre 1979), la SMQ se positionne pour la première fois comme l'interlocuteur principal dans le dossier des musées au Québec. Comme l'affirme Jean Trudel dans *Musées* : « Nous avons tout simplement voulu affirmer que la Société était maintenant en mesure de défendre les intérêts de ses membres, qu'elle avait ses propres vues sur l'avenir de la muséologie au Québec et que le ministère ne pouvait plus agir isolément⁵⁸ ».

- **Août** On révisé les nouveaux barèmes de cotisations pour les membres : de 25 \$ à 100 \$ (au lieu de 5 \$) pour les membres institutionnels et de 15 \$ (au lieu de 5 \$) pour les membres individuels et associés. Par cette augmentation, la SMQ cherche à augmenter légèrement sa marge d'auto-financement.

- Publication d'un premier *Répertoire des établissements muséologiques du Québec* par la Direction des musées privés et centres d'exposition⁵⁹. Plusieurs institutions non accréditées manifestent le désir de voir leur nom inscrit dans ce répertoire qui ne présente que les musées accrédités. La SMQ fait part de la déception de ses membres au ministère. L'année suivante (1981) paraîtra le guide *Les musées du Québec*, qui comprend 70 musées, dont 18 non accrédités⁶⁰.

1982

- **Mars** La SMQ tient son premier colloque, intitulé *Les musées et les autres*, au Musée des beaux-arts de Montréal. Ce colloque ne s'adresse pas seulement aux gens de musées, mais aussi « aux autres », les non-muséologues. « C'est un choix délibéré car nous avons voulu entendre leur point de vue sur les interrelations qui existent ou qui devraient exister entre les "musées et les autres"⁶¹. « Les conférenciers invités viennent livrer leur perception des musées et explorer des avenues où, dans leur champ respectif, des interrelations fructueuses peuvent s'établir⁶². Le faible taux de participation amène le président Guy Vadeboncoeur à dire que le colloque « nous a permis de toiser jusqu'à quel point le musée et les autres était encore le musée entre nous⁶³ ».
- **Mai** Le document *L'enjeu des musées : une politique de développement* est produit par la SMQ et déposé au ministre des Affaires culturelles lors d'une tournée de consultations sur « l'enjeu culturel ». Pour la SMQ, « l'Enjeu culturel demeure une politique de développement des musées, à l'élaboration de laquelle politique de développement, la Société des musées québécois devra participer⁶⁴ ».
- **Juin** Les muséologues québécois s'interrogent sur la profession de travailleur de musées – son rôle, ses devoirs et ses responsabilités – et sur le besoin d'une relève convenablement formée lors de son congrès de 1982 qui a comme thème *Le professionnalisme et le travailleur de musées* et qui a lieu à Rimouski. Le ministre des Affaires culturelles, Clément Richard, s'adresse aux membres et confirme le rôle primordial qu'ils jouent à travers leur association : « En prenant position dans le dossier du Musée du Québec, dans celui de la politique des musées et des musées scientifiques, en publiant le bulletin *Musées* et en jouant un rôle essentiel dans le domaine de la formation, la Société des musées québécois est devenue un partenaire indispensable et un agent de développement extrêmement crédible⁶⁵ ».

1983

- **Juillet** Dépôt de l'Étude de planification d'un certificat en études muséologiques de base commandée par la SMQ et aussi connue sous le nom de rapport Trudel⁶⁶.

44 / Denis Vaugeois, *Musées*, vol. 1, n° 3, septembre 1978, p. 8, cité par Michel Forest, *Début d'historique de la Société des musées québécois (SMQ)*, décembre 1987, p. 16.

45 / Extrait du *Livre blanc sur le développement culturel*, déposé quelques mois plus tôt par l'Assemblée nationale (La politique québécoise du développement culturel, chap. XVI, p. 362).

46 / *Muséo-Vision*, vol. 2, n° 3, novembre 1978, p. 1-2.

47 / *Muséo-Vision*, vol. 3, n° 1, avril 1979, p. 14-15.

48 / *Procès-verbal du comité exécutif de la SMQ*, 7 septembre 1979.

49 / *Procès-verbal du comité exécutif de la SMQ*, 16 novembre 1979.

50 / *Musées*, vol. 3, n° 3, 1980, p. 18.

51 / *Le changement de nom se fera quelque part entre le 1^{er} avril 1979 et le 15 septembre 1980. L'abandon du «R» dans le sigle CCRQ « avait comme objectif d'éviter toute confusion avec le Conseil de la Culture, Région de Québec (CCRQ) ».* Source : André Bergeron, restaurateur, CCRQ, courriel daté du 23 mars 2009.

52 / *Elle entre en fonction le 1^{er} juin 1979.* *Musées*, vol. 2, n° 2, septembre 1979, p. 3.

53 / *La SMQ est hébergée durant huit mois par Pierre Mayrand du Groupe de recherche en patrimoine de l'UQÀM.*

54 / *Marie-Andrée Beauregard entre en fonction le 20 août 1979. Elle sera remplacée par Anne Boucher le 7 janvier 1980.*

55 / *Les musées d'État ont-ils la capacité d'offrir des formations et d'accueillir leurs pairs ? Ils sont également dans un bien piètre état, comme l'avait souligné Marie-Odile Jentel dans son rapport : « les locaux actuels sont inadéquats, beaucoup trop petits et en mauvais état » et « le personnel est insuffisant et n'a pas toujours reçu la formation muséologique nécessaire, puisqu'une telle formation complète ne se donnait pas au Québec ».* Marie-Odile Jentel, op. cit., p. 56-57 et 61-62.

56 / *Le Musée du Québec en devenir : concept muséologique, Québec Ministère des Affaires culturelles, Musée du Québec, 1979, 73 pages.*

57 / *Musées et muséologie au Québec, nouvelles perspectives. Une hypothèse de travail du Ministère des Affaires culturelles, loc. cit.*

58 / *Jean Trudel, Rapport du président, Musées*, vol. 3, n° 3, 1980, p. 19.

59 / *Répertoire des établissements muséologiques du Québec, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction des musées privés et centres d'exposition, 1980, 62 pages.*

60 / *Les musées du Québec, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction des musées privés et centres d'exposition, 1981, 82 pages.*

61 / *Guy Vadeboncoeur, Musées*, vol. 5, n° 2, juin 1982, p. 10.

62 / *Musées*, vol. 5, n° 3, septembre 1982, p. 25.

63 / *Ibid.*, p. 25.

64 / *Ibid.*

65 / *Ibid.*, p. 23 et 25.

66 / *Jean Trudel, Formation et perfectionnement en muséologie, Montréal, Société des musées québécois, 1983, 130 pages.*

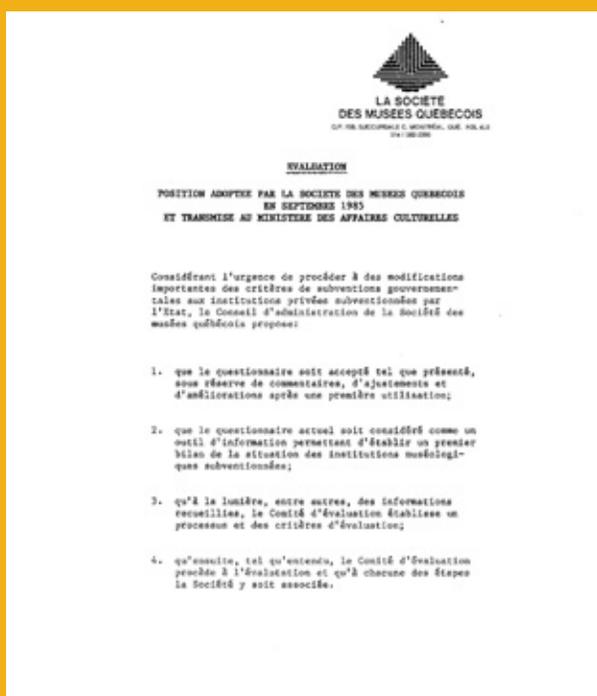
1984

• À l'automne 1984, la SMQ est invitée à travailler avec le ministère des Affaires culturelles à la mise au point d'un programme d'évaluation des musées accrédités par le Ministère⁶⁷. Durant les mois suivants, la SMQ s'entend avec le ministère des Affaires culturelles sur la structure du comité d'évaluation et sur les principes d'évaluation basés sur la performance muséologique (avec, entre autres, une dotation budgétaire supplémentaire pour les institutions performantes) plutôt que sur des « principes arbitraires⁶⁸ ». Un questionnaire est conçu (sous réserves⁶⁹) et distribué aux musées.

1986

• Parution du premier bulletin de la SMQ. Appelé au départ *Informations*, il prend le nom de *Bulletin* en 1988. On y trouve des informations sur les interventions et les activités de la SMQ, des offres d'emplois, des offres de bourses et de stages, des nominations et des nouvelles sur le milieu culturel et muséal, des éléments qui auparavant se trouvaient dans la revue *Musées*.

• Premiers prix de la SMQ. Un Prix mérite est attribué à Claude Gosselin⁷⁰ pour la réalisation de l'exposition *Aurora Borealis*⁷¹.



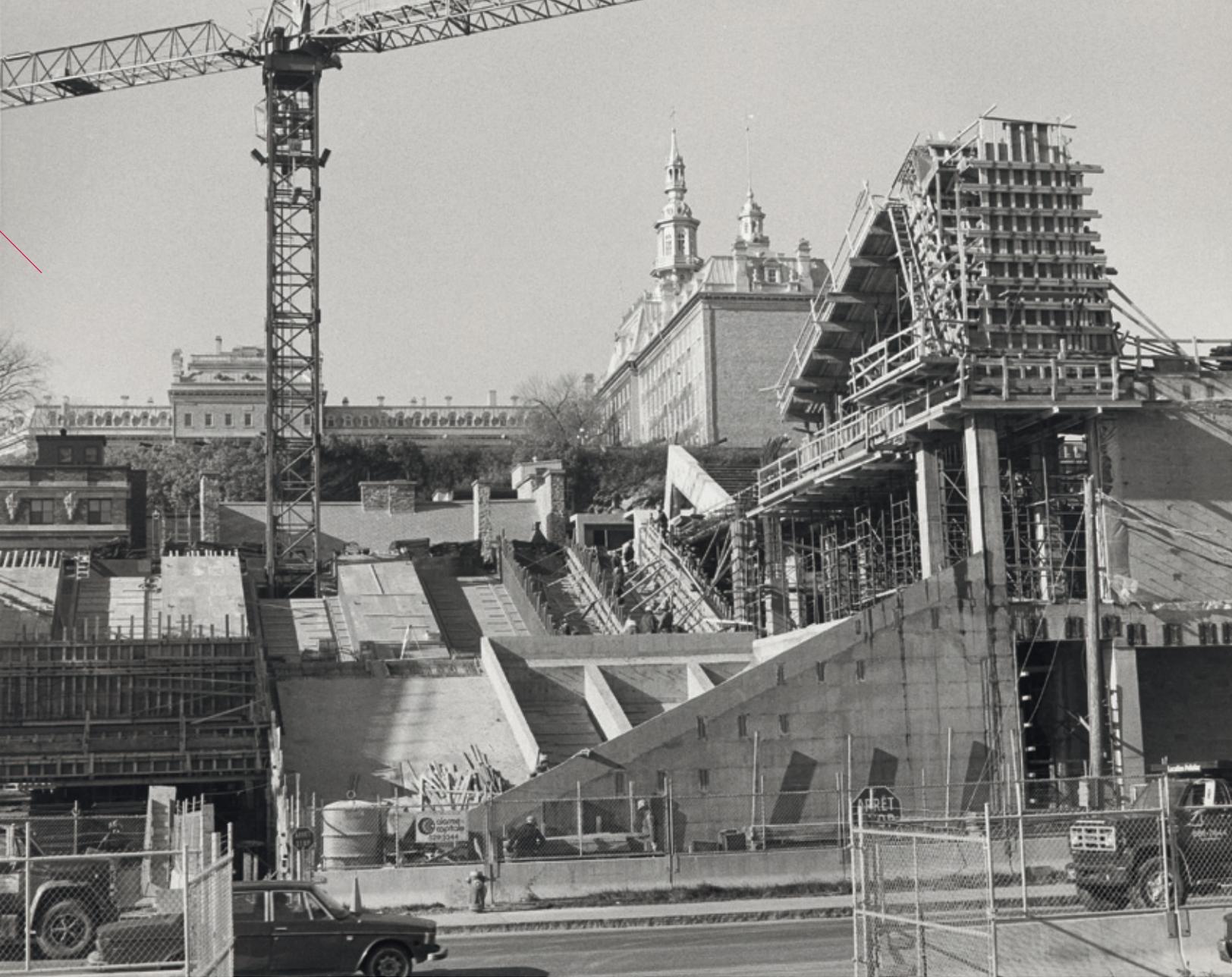
• **Mai** Une réunion-bilan sur la première évaluation des musées et centres d'exposition subventionnés est tenue à Montréal et rassemble la SMQ, le ministère des Affaires culturelles, la Conférence des Conseils régionaux de la culture et les membres du comité d'évaluation. Le premier exercice ne permet pas de tirer des conclusions générales sur l'état du réseau. Cela pourrait se faire selon le comité après deux ou trois évaluations. Par contre, « le professionnalisme des directeurs et directrices de musées et centres d'exposition a progressé notablement depuis quelques années⁷² ».

1987

• **Janvier** Mise en application du programme de maîtrise en muséologie par l'UQAM et l'Université de Montréal, destiné aux personnes intervenant déjà dans le domaine muséologique. L'établissement d'un tel programme était devenu une urgence au Québec: l'Université de la Colombie-Britannique avait son propre programme de formation universitaire en muséologie depuis 1960 et l'Université de Toronto, en association avec le Musée royal de l'Ontario, avait créé un programme complet et conjoint de formation en muséologie (appelé *Museum Studies Program* à partir de 1977)⁷³.

• **Mai** Première édition de la Journée des musées, tenue le dimanche 24 mai, pour souligner la Journée internationale des musées (18 mai). La SMQ invite ses membres à participer à l'événement, à l'instar de plusieurs musées dans le monde, et d'en faire une « fête conviviale qui puisse rejoindre les publics qui habituellement ne fréquentent pas les musées⁷⁴ ». Elle propose également d'offrir l'entrée libre. La journée de l'événement, le Regroupement des directeurs des musées montréalais organise un service d'autobus entre les différentes institutions, ce qui connaît un succès exceptionnel⁷⁵.

• **Novembre** La SMQ est inquiète de la façon dont est mené le processus d'évaluation et se questionne sur les motifs non avoués du ministère des Affaires culturelles, alors que, malgré un moratoire sur l'accréditation en vigueur depuis 1979, il donne le feu vert à la construction de nouveaux musées et s'apprête à en accréditer d'autres, tout en diminuant le budget alloué aux musées déjà accrédités. Dans un article paru au printemps 1987, Jean-Marie Fallu, président de la SMQ, se demande si « dans le contexte gouvernemental actuel marqué par les restrictions budgétaires nous sommes en droit d'être inquiets de voir le ministère utiliser l'évaluation des musées pour gérer la décroissance et non pour favoriser le développement de nos institutions⁷⁶ ».



67 / Jean-Claude Leblond, « Un nouveau programme d'évaluation », *Musées*, vol. 8, n° 2, été 1985, p. 33.

68 / Bernard Schaller, président, *Rapport annuel*, 1984.

69 / La SMQ souhaite que le questionnaire soit commenté, ajusté, amélioré après une première utilisation et considéré comme un outil permettant de dresser un premier bilan de la situation des musées. Voir la Position adoptée par la Société des musées québécois en septembre 1985 et transmise au ministère des Affaires culturelles, bulletin *Informations de la SMQ* du 26 mai 1986 et *Rapport annuel*, 1986.

70 / M. Gosselin a créé en 1983 le Centre international d'art contemporain de Montréal.

71 / Depuis 1983, la SMQ avait décerné sur une base non régulière des « certificats de reconnaissance » à certains membres ou organismes. Le prix de 1986 inaugure la remise de récompenses annuelles par la SMQ à la communauté muséologique. Alors que le premier Prix mérite en 1986 consiste en une somme d'argent, les prix décernés depuis 1996 sont des œuvres d'art créées spécialement pour les lauréats par un artiste professionnel en arts visuels exerçant dans la région hôte du congrès.

72 / Dominique Bilodeau, Résumé des discussions. Réunion-bilan sur la première évaluation des musées et centres d'exposition subventionnés, tenue le 7 mai à Montréal, Montréal, Ministère des Affaires culturelles, 26 mai 1986, 3 pages.

73 / Michel Allard, Anik Meunier et Guy Vadeboncœur, loc. cit.

74 / *Informations*, 6 avril 1987, p. 1.

75 / *Informations*, 19 juin 1987, p. 5.

76 / Jean-Marie Fallu, « L'évaluation au service de la décroissance? », *Musées*, vol. 10, n° 1, printemps 1987, p. 5.

1988

- **Novembre** Le Comité d'évaluation des musées pour l'année 1987 fait part de ses inquiétudes à la ministre Lise Bacon : « Les musées accrédités sont dans une situation de crise qu'ils ont fort bien exprimée dans leurs demandes d'augmentation de fonds qui sont très réalistes et justifiées, en particulier en tout ce qui a trait aux augmentations de personnel. Lors de nos visites dans ces musées, nous avons été à même de constater un manque flagrant de ressources humaines qui se traduit, cette année en particulier, par l'épuisement du personnel en place. Le manque de personnel, les carences dans la mise aux normes des équipements, l'impossibilité de protéger adéquatement le patrimoine québécois que ces musées ont la responsabilité de conserver, d'étudier et de mettre en valeur, font que la muséologie au Québec est à bout de souffle et des mesures de redressement immédiates doivent être prises⁷⁷ ».

Jean-Marie Fallu, président de la SMQ, tire un bilan amer de la collaboration avec le Ministère depuis 1984 : « Dans le cas des musées, on nous a même fourni la corde pour nous pendre. En effet, en nous associant au processus d'évaluation, le Ministère réussit même à nous faire faire son « ménage » des musées et à nous diviser entre nous⁷⁸ ». Il sentait d'ailleurs nécessaire de clarifier le rôle de la SMQ dans son éditorial du printemps 1987⁷⁹.

1989

- **Janvier** Lancement officiel à Québec du nouveau certificat de deuxième cycle en muséologie à l'Université Laval sous la responsabilité de Philippe Dubé.
- **Mars** Le conseil d'administration adopte une résolution permettant la constitution de groupes d'intérêt spécialisé (GIS). Le but est de donner aux professionnels qui les composent un espace de rencontre, d'échange et de développement. Les deux premiers GIS rassemblent les éducateurs et les conservateurs.

1990

- **Janvier** Le Collège Montmorency offre les deux premiers cours de son programme de formation en muséologie⁸⁰.
- Publication par la SMQ d'un *Guide de déontologie muséale*⁸¹, qui est distribué aux membres lors du congrès de 1990. Le *Guide* est le fruit d'une longue réflexion amorcée par la SMQ en 1981⁸² et de nombreux échanges et consultations organisés par le Comité d'éthique de la SMQ.
- **Juin** Au cours de l'assemblée générale, il est proposé et adopté que la Société « explore la question de l'informatisation des collections et plus particulièrement la mise sur pied d'un réseau québécois relié au RCIP et géré par la Société⁸³ ». L'étude d'un projet d'informatisation des collections québécoises par le conseil d'administration est proposée par Danièle Boily du Réseau canadien d'information sur le patrimoine lors de l'assemblée générale de 1990 et adoptée à l'unanimité par l'assemblée⁸⁴.
- Nouvelle politique muséale fédérale : *La politique muséale du Canada*. La réaction de la SMQ sera diffusée dans une nouvelle publication, *Enjeux* (n° 1, décembre 1990), qui présente « le point de vue de la Société et ses membres sur différents sujets et plus particulièrement sur les questions touchant les politiques gouvernementales ». La publication d'*Enjeux* paraît au besoin, selon « l'activité de la Société dans ce domaine ».

1991

- **Février** Le ministère des Affaires culturelles soumet un *Projet de politique muséale pour le Québec* à la SMQ afin d'obtenir une première réaction et de le guider dans ses travaux d'élaboration d'une politique muséale provinciale⁸⁵ pour s'attaquer, en premier lieu, au problème du sous-financement chronique des institutions. La SMQ avait depuis soumis ses réflexions à la suite de la mise sur pied de groupes de travail et de la participation à des consultations diverses.
- À l'invitation du Ministère, la SMQ élabore pour mars 1991 une réflexion plus large pour le comité présidé par Roland Arpin, chargé d'élaborer une politique culturelle pour le Québec. Le document *Une politique culturelle pour le Québec* est présenté le 7 mars 1991⁸⁶.
- **Mars** Lancement officiel du projet d'informatisation des collections québécoises en présence du ministre des Communications du Canada, Marcel Masse. La SMQ a doublé ses effectifs d'employés réguliers pour mettre en place ce projet en collaboration avec le RCIP, qui prendra le nom d'Info-Muse en 1992. Le projet Info-Muse permettra de consolider le réseau, de faire avancer rapidement le

dossier de la documentation et de l'informatisation des collections des musées québécois. Il amènera également une professionnalisation, une importante mise en commun des connaissances et gagnera une grande crédibilité au niveau international.

- **Juin** Dépôt du rapport Arpin : *Une politique de la culture et des arts*⁸⁷.

1992

- Montréal fête son 350^e anniversaire et de nouveaux musées ouvrent leurs portes pour l'occasion : le Biodôme de Montréal, le nouveau Musée d'art contemporain à la Place des Arts et Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal.

- **Janvier** La SMQ participe au 3^e Salon international des musées et expositions (SIME) à Paris, ce qui constitue la première activité de promotion auprès de la communauté muséale étrangère. Cet événement, associé au congrès de l'ICOM qui suivra, amènera la présidente, France Gascon, à dire que l'année 1992 « fut placée à l'heure internationale »⁸⁸.

- **Avril** Dépôt par la ministre Liza Frulla de *La politique culturelle du Québec*⁸⁹.

- **Septembre** Tenue à Québec de la 16^e Conférence générale du Conseil international des musées (ICOM, UNESCO, 1992), du 19 au 26 septembre, sous le thème *Musées : y a-t-il des limites ?* L'événement est organisé par l'ICOM Canada, l'AMC et la SMQ. Il réunit 1 600 participants, soit la participation la plus importante enregistrée jusqu'alors⁹⁰ à une Conférence générale de l'ICOM. L'AMC et la SMQ tiennent leur congrès respectif pendant cet événement. C'est une occasion unique pour les muséologues québécois de découvrir ce qui se fait ailleurs dans le monde, de créer des liens avec leurs homologues étrangers et de montrer le dynamisme et l'expertise de la muséologie québécoise. Michel Côté agit à titre de président du comité de la SMQ pour l'événement et à titre de représentant de la Société au sein du conseil d'administration de l'ICOM 1992. Quelque 150 bourses de participation sont offertes aux membres de la SMQ⁹¹.

- **Décembre** Création du Conseil des arts et des lettres⁹². Les musées ne relèveront pas de cet organisme mais du ministère des Affaires culturelles.

77 / *Lettre des membres du Comité d'évaluation des musées pour 1987 à M^{me} Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, 8 novembre 1987, Archives de la SMQ, Bulletin, janvier 1988.*

78 / *Jean-Marie Fallu, président, Rapport annuel, 1986-1987, p. 5.*

79 / *Jean-Marie Fallu, « L'évaluation au service de la décroissance? », loc. cit.*

80 / *Bulletin, n° 11, décembre 1989 – janvier 1990.*

81 / *Guide de déontologie muséale, Montréal, Société des musées québécois, 1990, 14 pages.*

82 / *Rapport annuel, 1989-1990, p. 4.*

83 / *Procès-verbal de l'assemblée générale du 8 juin 1990.*

84 / *Bulletin, n° 8, octobre 1990.*

85 / *Bulletin, n° 2, mars 1991, p. 1.*

86 / *Enjeux, n° 3, mars 1991.*

87 / *Une politique de la culture et des arts : proposition présentée à Liza Frulla, ministre des Affaires culturelles du Québec, par le Groupe-conseil [sur la politique culturelle du Québec] sous la présidence de Roland Arpin, 1991, 326 pages.*

88 / *France Gascon, Rapport annuel, 1991-1992, p. 3.*

89 / *La politique culturelle du Québec. Notre culture. Notre avenir, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction des communications, 1992, 150 pages. Le document avait été précédé d'Une politique de la culture et des arts, produit en juin 1991 par un groupe-conseil présidé par Roland Arpin. Voir également André Bernard, « Les politiques gouvernementales », dans L'année politique au Québec, version Web, www.pum.umontreal.ca/apqc/91_92/bernard/bernard.htm (consulté le 17 mars 2009).*

90 / *Sid Ahmed Baghli, Patrick Boylan et Yani Herreman, Histoire de l'ICOM (1946-1996), Paris, Conseil international de musées, 1998, p. 35.*

91 / *Bulletin, n° 2, mars 1992, p. 7.*

92 / *Le CALQ est créé lors de l'adoption du projet de loi 53 par le gouvernement du Québec le 21 décembre 1992, mais il commencera officiellement ses activités le 1^{er} avril 1994. Voir Conseil des arts et des lettres du Québec, www.calq.gouv.qc.ca/faq/calq.htm (consulté le 15 juin 2009).*

1993

- **Janvier** Le ministère des Affaires culturelles devient le ministère de la Culture⁹³.
- **Juin** Lors de l'élection des délégués de Montréal, le 16 juin 1993, on organise un goûter pour souligner le 35^e anniversaire de la SMQ au Musée Redpath.

1994

- **Janvier** Le ministère de la Culture devient le ministère de la Culture et des Communications.
- Le ministère de la Culture et des Communications transmet à la SMQ son projet d'*Énoncé d'orientations* pour le réseau muséal québécois. La SMQ réagit à ce document en émettant en mai des recommandations, «sept axes principaux qui devraient, à notre avis, soutenir la réflexion du MCCQ pour l'élaboration d'une éventuelle politique muséale⁹⁴». En juin, le document final⁹⁵ est officiellement lancé par la ministre au Musée d'art contemporain de Montréal⁹⁶. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique proprement dite, l'énoncé tient compte des «sept axes principaux» élaborés par la SMQ, qui considère la publication du document comme «un tournant majeur en reconnaissant le rôle primordial que le réseau muséal joue au sein du milieu culturel québécois⁹⁷».

1995

- La SMQ présente son premier site Web. On y trouve un répertoire grand public des membres institutionnels de la SMQ ainsi que des informations sur la SMQ et ses services.
- **Octobre** La SMQ décide de développer ses activités de communications et de relations publiques. Elle met sur pied un comité de communications qui propose la création d'un poste régulier de responsable des communications.

1996

- Après de nombreuses années de revendications pour une politique muséale, la SMQ entreprend une grande consultation (six rencontres organisées dans tout le territoire québécois, du 10 avril au 16 mai 1996) pour produire sa propre vision d'une politique. Le document *Vision, action, passion... Vers une politique muséale : constats et recommandations émanant des consultations régionales* est publié le 24 juin 1996. Les principes sont adoptés à l'unanimité lors de l'assemblée générale du congrès de 1996 à Rivière-du-Loup.

1997

- **Mai** La SMQ lance le document *Vers une politique muséale : l'invitation*. Par la suite, des sessions de travail sont organisées entre la SMQ et le ministère de la Culture et des Communications pour en arriver à une proposition de table des matières pour une éventuelle politique. Un comité conjoint SMQ-MCCQ est formé.
- **Octobre** L'assemblée générale adopte un plan de réorganisation de la Société qui comprend une structure du conseil d'administration allégée, des règlements généraux révisés et une nouvelle structure de représentation. Entre autres, seuls les membres actifs (institutionnels et professionnels) ont le droit de vote. Le conseil d'administration est dorénavant constitué de neuf membres, dont cinq sont élus parmi les trois groupes d'institutions⁹⁸, trois parmi les groupes d'intérêt spécialisé (GIS) et deux au suffrage universel pendant l'assemblée générale⁹⁹.

1998-2000

• Trilogie des Rencontres francophones nouvelles technologies et institutions muséales (Dijon, Montréal, Bruxelles), initiative de la Société des musées québécois, de l'Office de Coopération et d'Information Muséographiques de France et du Service général du Patrimoine et des Arts plastiques du ministère de la Communauté française de Belgique. «Trois congrès dans trois pays, trois regards sur les nouvelles technologies». La première rencontre a lieu à Dijon en mars 1998, la deuxième à Montréal en septembre 1999 et la troisième à Bruxelles en octobre 2000. L'objectif des Rencontres est de démystifier l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications par les institutions muséales, de partager leurs expériences d'utilisation, de diffusion et de création en matière de multimédia, d'en explorer les nouvelles avenues et de débattre des enjeux de leur apport dans l'univers muséal¹⁰⁰. Les Rencontres ont suscité la participation de plusieurs centaines de muséologues en provenance du Québec, du Canada, de la France, de la Belgique et d'une quinzaine de pays européens et africains.

1999

• **Mai** Première édition de *Musées en fête*, du 16 au 30 mai 1999. Cent trente institutions de partout au Québec participent à l'événement. *Musées en fête* sera organisé jusqu'en 2005. Par la suite, la SMQ adoptera des stratégies de promotion couvrant toute la saison estivale.

• **Septembre** Lancement le 16 septembre de l'Observatoire devant 400 participants des Deuxièmes Rencontres francophones nouvelles technologies et institutions muséales, à Montréal. L'Observatoire se veut une vitrine de la muséologie et des institutions muséales québécoises. En 2000, un an après sa création, il prend le nom d'Observatoire des musées.

93 / André Bernard, «Les politiques gouvernementales», dans *L'année politique au Québec*, version Web, www.pum.umontreal.ca/apqc/91_92/bernard/bernard.htm (consulté le 15 juin 2009).

94 / Bulletin, n° 6, juin 1994, p. 1.

95 / Le Réseau muséal québécois – Énoncé d'orientations: S'ouvrir sur le monde, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, Direction des communications, juin 1994, 89 pages.

96 / Bulletin, n° 7, juillet-août 1994.

97 / Guy Doré, président de la SMQ, Bulletin, loc.cit., p. 1.

98 / Les institutions muséales sont réparties en trois groupes selon leur budget d'exploitation.

99 / Plan de réorganisation de la Société des musées québécois adopté lors de l'assemblée générale spéciale du 1^{er} octobre 1997, Montréal, Société des musées québécois, 1997, 4 pages.

100 / «La trilogie des Rencontres francophones nouvelles technologies et institutions muséales: un succès!», Bruxelles, 12 octobre 2000, site internet de la SMQ, www.smq.qc.ca/publicsspec/actualites/sallepresse/communiques/fiches/index.phtml/publicsspec/actualites/sallepresse/communiques/archives.phtml?RECNO=25501638 (consulté le 28 mars 2009).

2000

• **Mai** Dépôt de la *Politique muséale*¹⁰¹ du ministère de la Culture et des Communications (à laquelle a participé la SMQ) par la ministre Agnès Maltais. Pour la Société des musées québécois, la politique muséale « recèle de nombreuses vertus, dont celle d'un regard lucide sur la situation, celle de la cohérence et de la pertinence des orientations, celle du respect à l'égard de l'autonomie des musées ». Elle s'inquiète cependant de l'absence d'un soutien accru pour le fonctionnement des musées et d'un échéancier pour la mise en œuvre de la politique, « tributaire des crédits qui y seront affectés¹⁰² ». Dans le document, le terme « accrédité » est remplacé par « Institution muséale soutenue au fonctionnement ». Le Ministère continue de soutenir les musées déjà admis au programme d'aide. Par contre, un mécanisme de reconnaissance sera mis en place pour permettre aux institutions « reconnues » d'être admissibles à des programmes de subventions par projets. En 2009, on comptera 121 institutions muséales reconnues et soutenues au fonctionnement (dont 39 musées) et 66 simplement reconnues¹⁰³.

2002

• **Mai** Lancement du deuxième volet de l'Observatoire des musées, soit *Musées à découvrir*, une vitrine pour les musées du Québec sur Internet. Cette vitrine promotionnelle comprend : des circuits thématiques, un répertoire des musées, un calendrier des expositions et des activités, une section intitulée « Les collections s'animent », une réserve virtuelle et une zone scolaire. *Musées à découvrir* a remporté le prestigieux prix Web'art d'argent, décerné par AVICOM, en 2004.

En terminant, soulignons que les années **2002 à 2008** (date anniversaire officielle) se caractérisent par une multiplication des actions de la SMQ dans plusieurs secteurs différents et les faits saillants de cette période sont présentés dans les autres articles de ce numéro. Que ce soit pour le positionnement des musées québécois, la promotion et la commercialisation de l'offre muséale, que ce soit dans ses contributions en matière de patrimoine immatériel et religieux ou par ses projets de mentorat, de gouvernance, de mutuelle adaptés aux besoins de la communauté muséale, les réalisations de la SMQ continuent de se démarquer comme en témoignent les articles de Michel Perron et Guylaine Simard d'une part puis de Katia Macias-Valadez et Michel Forest d'autre part.

101 / *Politique muséale – Vivre autrement... la ligne du temps*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, Direction des communications, 2000, 66 pages.

102 / *Une politique lucide et cohérente*, SMQ, Montréal, 17 mai 2000, www.smq.qc.ca/publicsspec/actualites/sallepresse/communiqués/fiches/?id=25-50-1517 (consulté le 28 mars 2009).

103 / *Le réseau muséal, site du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine*, www.mcccf.gouv.qc.ca/index.php?id=3066 (consulté le 28 mars 2009).

POUR AIMER
L'ART, LA SCIENCE,
L'HISTOIRE...



LA SOCIÉTÉ
DES MUSÉES
QUÉBÉCOIS

La Société des musées québécois c'est : des musées, des centres d'exposition, des centres d'interprétation, des sites historiques, des parcs naturels, des jardins botaniques et zoologiques.

2^e édition
**SEMAINE
DES
MUSÉES
QUÉBÉCOIS**
(du 17 au 24 mai 1998)

La Semaine des musées québécois et la Journée des musées montréalais American Express s'inscrivent dans le cadre des manifestations du 18 mai, Journée internationale des musées, décrétée par l'UNESCO.



**MUSEES
EN FÊTE**
Partout au Québec
Du 18 au 26 mai 2002
cliquez!
www.smq.qc.ca

MUSÉES

en

FÊTE

PARTOUT AU QUÉBEC
Du 18 au 29 mai 2005

PROGRAMMATION EN LIGNE
Cliquez !
www.musees.quebec.museum

Musées en fête est une réalisation de la Société des musées québécois (SMQ)

Les
musées
l'été